ECHANGES COMMERCIAUX DE LA RD CONGO DANS LA ZONE SADC : EVOLUTION ET PERSPECTIVE

par

Willy KUSONIKA YEMUENI

Assistant et Doctorant, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université de Kinshasa

Résumé

Dans cette étude, il est question d'analyser les échanges commerciaux de la RDC dans la zone SADC. Ces échanges existent depuis des siècles, cependant ils connaissent un nouvel essor du fait de la mondialisation. Il est admis aujourd'hui que l'activité économique a une dimension internationale, car aucun pays ne peut plus vivre en autarcie. En effet, les biens sont échangés en dehors des frontières nationales et les capitaux circulent énormément entre les différentes places financières disséminées à travers le monde. Plusieurs théoriciens des échanges commerciaux affirment que ces derniers permettent l'expansion du secteur d'exportation et l'achat à l'étranger à moindre coût, ce dont on a besoin.

La RDC est un pays qui regorge beaucoup des ressources naturelles et des atouts pour les échanges régionaux, internationaux et mondiaux. Toutefois, son économie demeure l'une des plus pauvres du monde. Les échanges commerciaux de la RDC avec la SADC ne sont pas égaux. Cette dernière importe plus qu'elle exporte. En effet, la quantité des produits venant des pays de la SADC est supérieure à celle à destination de la SADC. Il convient de rappeler que les échanges commerciaux de la RDC avec la SADC jouent un rôle important car, ils lui procurent des recettes en devises, ils permettent une gamme variée des biens auxquels la population et le pays peuvent accéder, et les investissements en provenance de l'Afrique du Sud. La participation de la RDC aux échanges commerciaux avec la SADC est un facteur important, car elle lui permet de tirer parti de ses avantages comparatifs.

Mots-clés : *Commerce bilatéral, intégration régionale, SADC, RD Congo*

Abstract

This study analyzes the DRC's trade in the SADC region. This trade has existed for centuries, but is experiencing a new boom due to globalization. It is now recognized that economic activity has an international dimension, as no country can remain self-sufficient. Indeed, goods are traded across national borders, and capital circulates extensively between the various financial centers scattered throughout the world. Several trade theorists argue that trade allows for the expansion of the export sector and lower-cost purchasing abroad, which is much needed.

The DRC is a country rich in natural resources and assets for regional, international, and global trade. However, its economy remains one of the poorest in the world. The DRC's trade with SADC is unequal. The latter imports more than it exports. Indeed, the quantity of products coming from SADC countries is greater than that going to SADC. It should be noted that the DRC's trade with SADC plays an important role because it provides foreign exchange earnings, allows for a diverse range of goods that the population and the country can access, and attracts investment from South Africa. The DRC's participation in trade with SADC is an important factor, as it allows it to leverage its comparative advantages.

Keywords : *Bilateral trade, regional integration, SADC, DR Congo*

INTRODUCTION

Depuis l'indépendance, les pays africains produisent et exportent des produits primaires en échanges de biens manufacturés. L'Afrique ne peut diversifier sa production et ses échanges commerciaux, pour ne plus être tributaire des produits agricoles et des pays de l'hémisphère Nord, qu'en assurant l'intégration du marché continental, qui est le meilleur moyen de créer un important secteur manufacturier. La mise en place de l'infrastructure physique, la suppression des obstacles à la libre circulation des biens et des moyens de production, ainsi que l'harmonisation des politiques monétaires, fiscales et financières dans les sous-régions africaines permettront d'améliorer dans une large mesure le cadre réglementaire des investissements étrangers. Le continent continue d'exporter des produits primaires et d'imposer des produits manufacturés parce qu'il n'a pas su relever le défi que constitue la diversification de la production et des échanges commerciaux.

Les marchés nationaux du continent sont peu importants, qu'il s'agisse de la population ou du pouvoir d'achat, en général, ce qui constitue le principal obstacle pour les pays essayant de diversifier la structure de la production et des échanges. Une autre contrainte est liée à la technologie. La production d'un produit donné repose sur l'idée selon laquelle il faudra produire un nombre minimal d'articles qui permettent d'obtenir le coût de production moyen le plus bas (ou rentabilité maximale). Un principe économique bien connu aide à comprendre le problème que pose la diversification de la production dans la plupart des pays africains : l'exiguïté du marché intérieur est un obstacle à la spécialisation. La plupart des pays africains n'ont pas réussi à diversifier leur économie, au cours des années 70, en remplaçant les importations, parce que les entreprises

industrielles étaient conçues pour de petits pays. Les coûts élevés qui en avaient résulté rendaient les produits peu compétitifs.

Pour le continent africain, l'intégration du marché est une stratégie de survie face à la mondialisation. Les indicateurs économiques et sociaux négatifs sont loin d'être positifs pour les petits pays qui s'emploient individuellement à affronter cette concurrence de plus en plus acharnée. Les années 90 ont été marquées par un regain d'intérêt pour les accords d'intégration régionale, entre pays riches et puissants et les Etats éloignés géographiquement à travers le monde. Le commerce intra régional est souvent considéré comme l'intérêt commun qui peut être le principal moteur de l'intégration régionale. La plupart des CERs ont des programmes qui visent à promouvoir le commerce intra régional comme épine dorsale ou base de l'intégration. L'intégration commerciale et économique a toujours été au cœur du programme d'intégration régionale de la SADC.

La SADC a réalisé des progrès substantiels dans la promotion du commerce intra régional grâce à la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires. Les CERs promeuvent souvent le commerce intra régional en assouplissant les procédures commerciales et douanières, en améliorant les infrastructure régionales et l'inter connectivité, en promouvant les échanges culturels et en facilitant la circulation des personnes et des capitaux dans la région. L'intégration régionale entre pays qui échangent déjà est vue comme un moyen permettant de renforcer leurs échanges commerciaux. Favorisant le commerce entre ceux qui y participent, elle est aussi vue comme un des facteurs importants en faveur de la croissance économique et du développement. Hirschman (1977) fait de l'échange d'intérêts antagonistes, mais complémentaires, l'élément qui confère au marché son rôle de facteur de renforcement de la cohésion sociale et de la paix. La SADC reconnaît le rôle critique de l'infrastructure dans la promotion de l'intégration régionale. Pour améliorer la connectivité et stimuler la croissance économique, l'organisation, la SADC a commencé à reculer en ce qui concerne le commerce intra régional et interrégional (intra-africain).

La SADC a obtenu les meilleurs résultats parmi la plupart des principales CERs africaines en matière de commerce intra régional, jusqu'en 2021. Les importations intra régionales ont été légèrement supérieures à 20% pendant environ une décennie dans la SADC, ce qui signifie que les Etats membres dépendent les uns des autres pour leurs importations. De même, en ce qui concerne les exportations intra régionales, les Etats membres de la SADC dépendent de chacun pour les marchés d'exportation étant donné que les exportations intra régionales ont fluctué autour de 20% pour la même période. Cela se compare favorablement à d'autres CERs africaines telles que l'Union du Maghreb arabe (UMA), la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), la CAE et la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ces CERs ont des exportations et des importations intra régionales allant de 5% à 10%, à l'exception de la CAE. En 2021, les importations intra régionales de la SADC sont restées réduites à 17,5% (2020 : 20,6 %) et les exportations intra régionales ont diminué de près de moitié à 10,6% (2020 : 19,6%).

L'objectif de cette étude est d'analyser les échanges commerciaux au sein d'un regroupement économique régional (SADC). Il est admis aujourd'hui que l'activité économique a une dimension internationale, car aucun pays ne peut plus vivre en autarcie. En effet, les biens sont échangés en dehors des frontières nationales et les capitaux circulent énormément entre les différentes places financières disséminées à travers le monde.

Ainsi, cet article est structuré en trois points. Le premier point livre la revue de la littérature théorique et empirique, le deuxième expose l'importance des échanges commerciaux de la RDC dans la zone SADC et enfin, le troisième point présente l'orientation géographique des échanges.

I. REVUE DE LA LITTERATURE

1.1. Revue de littérature théorique sur les échanges commerciaux

1.1.1. Définitions

Au sens large, les échanges commerciaux sont l'ensemble des activités commerciales requises pour produire, expédier et vendre des biens et des services sur la scène internationale, à partir de la production jusqu'à la consommation ; il s'agit d'un terme qui inclut le commerce, l'importation et l'exportation de biens et services, la concession de licences dans d'autres pays et les investissements étrangers directs.

Cependant, lorsqu'on parcourt la littérature économique, on est frappé par la diversité de définitions présentées par des auteurs. A présent, nous allons passer en revue quelques définitions.

Kabeya L. (2018) définit les échanges commerciaux comme l'ensemble d'opérations lucratives comprenant l'échange et la circulation des produits et services de l'endroit de leur production vers le lieu de leur consommation au-delà des frontières nationales ; ils constituent donc l'ensemble d'importations et d'exportations.

Le lexique d'économie (2008) définit les échanges commerciaux comme des contre prestations entre les Etats nations, de nature soit bilatérale, soit multilatérale.

Pour l'économiste français Patrick A. Messerlin (1998), le commerce international est une activité économique comme toute autre qui peut se concevoir comme un processus de production transformant des exportations en importations.

1.1.2. Aperçu historique

Notons qu'à l'origine, les individus vivaient de la cueillette et du ramassage, utilisant les ressources de la nature pour satisfaire leurs besoins. Il n'y avait aucun besoin d'échanger dans la mesure où l'homme vivait dans un environnement économique d'autosuffisance et d'autoconsommation.

La découverte de l'agriculture fait que l'homme accède à une étape supérieure de son évolution, il devient sédentaire, planificateur et agit sur le temps.

Au début, cette activité agricole est restée tournée vers l'autoconsommation et les échanges étaient encore faibles. Plus tard, il a été remarqué qu'il était pratiquement difficile à l'homme de produire tout ce qui était nécessaire à sa survie. Pour ce faire, il devrait se spécialiser dans une activité donnée et échanger son produit contre d'autres produits venant des activités des autres membres de sa communauté.

1.1.3 Evolutions des échanges commerciaux

1.1.3.1 Echanges commerciaux au 19ème siècle

Au 19ème siècle, l'Europe s'affirme comme la première Zone commerciale du monde, puisqu'elle participe aux deux tiers des échanges mondiaux, principalement dans les domaines du charbon, du fer et des produits manufacturés. Ces échanges commerciaux sont sources de profit et de puissance ; aussi les flux financiers deviennent eux aussi internationaux : « l'or européen ruisselle sur le monde » ; le vieux continent exporte des capitaux dans le monde entier (Youness El et Mathieu Richir, 2004).

La spécialisation a permis à l'homme de produire en grande quantité tout en l'obligeant à échanger l'excédent de sa production contre les produits qu'il désire. Ces échanges ne se sont pas limités essentiellement sur le plan local ou national, ils se sont plutôt intensifiés jusqu'au-delà des frontières nationales pour donner naissance à ce qu'on appelle commerce extérieur, c'est-à-dire : le commerce d'un pays avec étranger (Kabeya L, 2018).

1.1.3.2 Echanges commerciaux pendant la période de l'entre-deux guerres

La première guerre mondiale finit par le repli à l'ouverture mondiale des pays européens. En 1920, l'Europe connaît un désordre monétaire sans précédent : le Mark s'effondre, le Franc est en difficulté, et la monnaie britannique le livre connaît bien des malheurs. Pris au piège de la monnaie forte, le Royaume-Uni connaît un recul des exportations, une stagnation économique et une montée du chômage.

Cette période profite donc à l'émergence des Etats-Unis qui s'affirment comme première puissance mondiale. Ils s'installent au poste de leader des transactions douanières, et en profitent pour donner l'exemple en matière de protectionnisme, en relevant les protections douanières à 30% de la valeur du produit importé. Ces mesures n'ont pas contribué à redynamiser les échanges mondiaux.

1.1.3.3 Echanges commerciaux à l'époque contemporaine

Selon l'organisation mondiale du commerce (OMC), en 2007, la part des principales régions du monde dans le commerce mondial se répartit comme suit : l'Europe occidentale occupe la première place mondiale avec 42,5% des exportations mondiales, devant l'Asie qui occupe 28%, l'Amérique du nord 13,7%, le Moyen-Orient 5,3%, l'Amérique latine 3,7% et l'Afrique 3,1%.

Ce classement suscite trois observations :

- premièrement, le commerce international demeure concentré au sein des nations les plus développées : l'Amérique du nord et l'Europe occidentale sont à l'origine de 56,2% des exportations en 2007 (58,6% en 1986).
- deuxièmement, il existe une tendance au développement des échanges entre les nations d'une zone donnée : 68% des exportations de l'UE sont intra-européens en 2004.
- troisièmement, la progression de la part de l'Asie s'effectue par un renforcement de l'intégration régionale (la part des exportations intra-zone est passée de 25,7 en 1986 à 49,4% en 2000).

Quant à l'Afrique, le commerce international a joué et continue de jouer un rôle clé dans le développement économique, car il permet la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Le commerce total de marchandises de l'Afrique avec les pays développés est passé de 137 milliards de dollars américains en 1995 à 588 milliards de dollars américains en 2016, alors que le commerce avec les autres pays

en développement passait au cours de la même période de 34 milliards de dollars américains à 283 milliards de dollars américains. Par ailleurs, le commerce intra-africain est passé de 46 milliards de dollars américains en 1995 à 115 milliards de dollars américains en 2008 (CNUCED, 2018).

1.2. Revue de littérature empirique

Plusieurs études ont été menées afin d'appréhender les effets des accords commerciaux (ACR) au processus d'intégration sur le commerce bilatéral des pays adhérents. Cependant, tous les résultats de leur mise en application ne reflètent pas réellement cette situation. Ils sont pour la plupart mitigés et s'expliquent par l'hétérogénéité des pays, des échantillons, des périodes d'études, des méthodes d'estimation et des conditions internes à certains ACR et pays, etc.

Depuis les travaux d'Anderson (1979) et de Bergstrand (1985), plusieurs travaux empiriques planchent sur l'estimation des flux des échanges entre pays au sein des regroupements régionaux à l'aide du modèle de gravité. Au-delà de la distance, ces travaux ajoutent d'autres variables pouvant aussi capter l'effet de barrières commerciales sur le volume des échanges entre les pays. Ces travaux divergent d'une part, sur la significativité, l'ampleur et le signe de l'effet et d'autre part sur des différences d'ordre méthodologique (Gammadigbe 2017).

En effet, certains auteurs ont fait valoir que, à cause du détournement des échanges, les gains économiques procurés par les arrangements commerciaux régionaux dans les régions en développement, et en Afrique en particulier, étaient incertains (Schiff, 1997 ; Banque Mondiale, 2000).

Diop (2007) s'appuie sur un échantillon de treize pays de la CEDEO et pour la période allant de 1997 de 1997 à 2004 et trouve que les facteurs géographiques et structurels, mais aussi l'appartenance à une union monétaire, en l'occurrence l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), déterminent l'intensité des flux d'échanges bilatéraux en Afrique de l'Ouest. La monnaie commune apparaît comme ayant un effet net de création de commerce. Ce résultat est conforté par l'évaluation de Bangake et Eggoh (2009) qui trouvent un effet positif de l'appartenance à la zone CFA sur les échanges commerciaux intra-UEMOA.

Opimba (2009) fait la même analyse pour les pays de la SADC. Au-delà des variables proposées dans le modèle traditionnel de Tinbergen (1962), le revenu et la distance, il intègre d'autres variables comme le revenu par tête, l'enclavement du pays, la frontière commune, les effets de détournement, l'impact monétaire ainsi que l'impact sociopolitique. Il trouve une influence significative de l'effet revenu sur le commerce bilatéral entre les pays membres de la SADC, et relève que les échanges au sein de ce bloc économique ne sont pas contrariés par les barrières géographiques ni par l'instabilité politique parmi certains de ses pays membres. Enfin, il montre que la stabilité monétaire est un élément clé de l'accroissement des échanges entre les pays de la SADC.

Nlemfu Mukoko dans son étude sur zone de libre-échange de la SADC et économie de la RDC : création de trafic et bien-être ? Une analyse en équilibre général calculable. Les caractéristiques de l'économie congolaise telles qu'analysées à travers la matrice de comptabilité sociale de 2005, présentent une structure de production avec des faibles liaisons intersectorielles en amont, des faibles valeurs des élasticités entre facteurs de production reflétant l'absence de développement technologique local, ainsi qu'une forte exposition de ces facteurs à la concurrence internationale. Les résultats montrent que, compte des caractéristique de l'économie congolaise en 2005, la ZLE-SADC a un impact positif, mais limité, sur le volume des échanges (de 0,927% à 1,399%), et sur le bien-être des ménages congolais (de 0,278 % à 0,762%). La croissance économique a progressé de 0,003% à 2,236% et le déficit public s'est creusé de 0,171% à 8,569%.

II. IMPORTANCE DES ECHANGES COMMERCIAUX DE LA RDC DANS LA SADC

2.1. Exportations et importations de la RDC dans la SADC

Tableau I. Exportations de la RDC à destination des pays membres de la SADC de 2016 à 2020 en milliers de dollars américains

Pays de la SADC	2016	2017	2018	2019	2020
Afrique du Sud	6.133	1.019	1.494	14.897	9.085
Madagascar	126	1656	258	32	57
Zimbabwe	86	14.872	594	2.479	89
Botswana	568	278	358	1.368	53
Malawi	37	60	42	70	85
Maurice	0	0	0	0	0

Mozambique	0	0	0	107	60
Namibie	370	4.320	1.312	1.192	1.519
Tanzanie	4.230	1.244	1.134	403	906
Zambie	534.743	486.732	1.268	1.330.355	0
Swaziland	0	0	675	0	0
Lesotho	0	0	0	0	0
Seychelles	0	0	6	0	0
Angola	0	0	0	0	0
Comores	0	0	0	0	0
Total	558.293	519.358	1.286.573	1.350.903	11.854

Source : statistiques MIROIR du centre du commerce international (CCI)

La lecture du tableau ci-haut nous renseigne qu'en 2017, les exportations de la RDC vers la SADC ont connu une chute pour s'établir à 519.358 mille USD contre 558.293 mille USD en 2016. En 2018, les exportations de la RDC vers la SADC ont connu un accroissement plus que proportionnel en se chiffrant à 1.286.573 mille USD contre 558.293 mille USD en 2016. En 2020, les exportations de la RDC vers la SADC ont connu également une chute pour s'établir à 11.854 mille USD contre 1.350.903 mille USD en 2019.

En observant les données du tableau n°1, nous pouvons nous rendre compte que les exportations de la RDC à destination des pays membres de la SADC pendant la période sous examen présentent une tendance baissière. Elles sont passées de 558.293 milliers de dollars américains en 2016 à 11.854 milliers de dollars américains en 2020 ; soit une baisse de 546.439 milliers de dollars américains malgré une reprise observée en 2018 avec un montant de 1.286.573 milliers de dollars américains. La Zambie domine le classement des pays membres de la SADC qui ont de plus importé de la RDC de 2016 à 2020 ; soit avec un montant total de 3.620.505 milliers de dollars suivie de l'Afrique du sud avec 54.505 milliers de dollars et la Namibie vient compléter le podium avec 20.713 milliers de dollars.

Tableau II. Importations de la RDC en provenance des pays membres de la SADC de 2016 à 2020 en milliers de dollars américains.

Pays de la SADC	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
Afrique du Sud	1.125.162	573.817	865.847	1.106.904	1.491.357
Madagascar	1	77	1.295	69	120
Zimbabwe	14.832	14.748	25.007	18.658	16.343
Botswana	11.803	11.706	18.949	17.489	6.730
Malawi	7.020	4.439	897	2.811	358
Maurice	0	0	0	0	0
Mozambique	0	0	0	2.389	704
Namibie	51.196	65.395	68.846	92.656	99.775
Tanzanie	144.637	85.459	156.081	128.102	187.353
Zambie	287.067	300.853	333.526	584.111	0
Swaziland	0	0	0	0	0
Lesotho	0	0	6	0	0
Seychelles	0	0	6	0	0
Angola	0	0	0	0	0
Comores	0	0	0	0	0
Total	1.641.718	1.056.494	1.470.448	131.953.189	1.802.740

Source : statistiques MIROIR du centre du commerce international (CCI)

En 2017, les importations de la RDC en provenance de la SADC ont enregistré une baisse, se chiffrant à 1.056.494 mille USD contre 1.641.718 mille USD en 2016. En 2019, les importations de la RDC en provenance des pays de la SADC ont enregistré une augmentation se chiffrant à 1.953.189 mille USD contre 1.470.448 mille USD en 2018. Par contre, en 2020, elles ont connu une baisse par rapport à leurs chiffres de 2019 en s'établissant à 1.802.740 mille USD.

En rapport avec les données du tableau II, il sied de constater une baisse des importations de la RDC vers les pays membres de la SADC de 2016 à 2017, passant de 1.641.718 milliers de USD à 1.056.494 milliers

de USD. Partant de 2017 à 2019, la tendance a été haussière, passant de 1.056.494 milliers de USD en 2017 à 1.953.189 milliers de dollars en 2019 pour enfin connaître une baisse en 2020 avec 1.802.740 milliers de dollars comme montant.

En ce qui concerne les pays membres de la SADC auxquels la RDC fait le plus recours pour ses importations, l'Afrique du Sud prend la tête du classement avec 5.163.087 milliers de dollars, suivies de la Zambie avec 1.505.557 milliers de dollars et la Tanzanie vient compléter le podium avec 701.632 milliers de dollars.

En résumé, la synthèse sur les importations et les exportations de la RDC au sein de la SADC peut être représentée comme suit :

Tableau III. Importations et Exportations de la RDC au seins de la SADC

Exportations	**Importations**
1. Zambie	1. Afrique du Sud
2. Zimbabwe	2. Zambie
3. Afrique du Sud	3. Zimbabwe
4. Namibie	4. Tanzanie
5. Tanzanie	5. Namibie

Source : Auteur

2.2. Les avantages tires par la RDC de ses échanges avec la SADC

Les pays s'engagent dans les échanges commerciaux pour deux raisons fondamentales (Krugman Paul et Obstfeld Maurice, Paris 2009) : premièrement parce qu'ils sont différents les uns des autres et deuxièmement en vue de réaliser des économies d'échelles de production.

Les pays s'échangent entre eux parce qu'ils sont différents et qu'ils veulent tirer profit de leurs différences de sorte que chacun se consacre à ce qu'il fasse relativement le mieux. Ces différences se situent à 3 niveaux :

- au niveau des conditions naturelles ;
- au niveau des différences d'ordre technique ou technologique ;
- au niveau des considérations économiques.

Concernant les conditions naturelles, l'on remarque que tous les pays ne sont pas dotés de mêmes richesses naturelles. Les produits miniers (diamant, cuivre, or, cobalt, uranium, zinc) ne se trouvent pas partout. Les conditions climatiques font que certaines cultures ne sont pas cultivables partout.

Au plan technique ou technologique, l'on note que certains pays ont pu, en développant la recherche, acquérir le savoir-faire leur permettant de fabriquer certains biens tels que les voitures, les avions, les bateaux, les ordinateurs, les téléphones portables que d'autres pays (comme la République Démocratique du Congo) achètent pour leurs besoins.

Au niveau des considérations économiques, celles-ci font que certains biens coûtent moins cher dans certains pays que dans d'autres. Et l'économiste recommandera d'acheter à l'étranger ce qui coûte moins cher et de vendre à l'étranger ce que l'on peut produire à meilleur marché. Le coût est l'un des déterminants du commerce entre les pays. Selon la théorie des avantages comparatifs, un pays exporte les biens qu'il peut produire à un coût relativement faible et importe ceux qu'il ne peut produire qu'à un coût relativement élevé.

Soulignons par ailleurs qu'en dehors des coûts, d'autres considérations peuvent entrer en ligne de compte et constituer une différence, par exemple les gouts ou les préférences des consommateurs.

Tableau IV. Recettes d'exportations de la RDC avec les pays de la SADC de 2018 à 2020 en dollars américains.

PAYS	**2018**	**2019**	**2020**
Angola	871,47	50.967,92	814.635,80
Botswana	0,00	333,12	0,00
Lesotho	0,00	0,00	0,00
Maurice	0,00	44.949,16	7.378.906,17
Malawi	0,00	13.059,41	0,00
Mozambique	18.535, 27	121.374,13	6.288.273,26
Namibie	99,30	793.633,23	23.574,31

Seychelles	0,00	280.858,16	0,00
Swaziland	7.252.659,73	206.784,53	14.341.918,17
Tanzanie	348.059.028,73	500.897.554,25	801.276.315,29
Afrique du Sud	2.294.651.017,75	2.854.842.513,14	2.961.949.705,98
Zambie	244.813.916, 88	488.976.720,23	659.655.089,28
Zimbabwe	31.843,17	217.327,11	29.645,99
Madagascar	0,00	0,00	0,00
Comores	0,00	0,00	0,00
TOTAL	2.894.827.971	3.846.446,074	4.437.252,674

Source : DGDA/DSDE/SYDONIA++/Euro trace/Dom RD

En 2018, les recettes d'exportations de la RDC en provenance des pays de la SADC se sont établies à 2.894.827.971 USD. En 2020, ces recettes ont connu une augmentation pour se chiffrer à 4.437.252.674 USD contre 3.846.446.074 USD en 2019.

Les recettes d'exportations de la RDC de 2018 à 2020 en provenance des pays de la SADC sont plus dominées par celles de l'Afrique du Sud dont le montant s'élève à 8.111.443.237 USD, suivi par celles en provenance de la Tanzanie dont le montant de chiffre à 1.650232.898 USD. Les recettes d'exportations en provenance de la Zambie viennent en troisième position avec un montant total de 1.393.445.726 USD.

Une des raisons qui fait que le commerce international peut augmenter le volume des biens et services disponibles dans un pays donné et à un moment donné est que celui-ci permet d'acheter des biens et services dans les lieux où leurs coûts de production sont comparativement moindres. Un pays qui participe au commerce international en important des produits, participe à enrichir son niveau de vie (Gregory N. Mankiw-Mark, P. Taylor, principes de l'économie, Bruxelles 2010).

III. ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DES ECHANGES

Pour ce qui est de l'ouverture des marchés des exportations de la RDC, il est à noter que cette dernière a plusieurs partenaires commerciaux, au nombre desquels il y a l'union européenne, l'Amérique du Nord, le Japon, la Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud, etc. (Banque centrale du Congo, rapport annuel 2020).

Notons enfin que la RDC a plusieurs partenaires commerciaux pour ses importations qui viennent de partout le monde. Toutefois, il faut relever que cinq pays concentrent plus de 60% du total des importations. Il s'agit de l'Afrique du Sud, de la Belgique, de la Zambie, de la France et de la Chine (Annuaire statistique du commerce des Etats de l'Afrique Centrale).

Au niveau de la SADC, il est important de rappeler que de 2009 à 2013, elle constituait le deuxième partenaire commercial de la RDC après l'union européenne, en se basant sur le poids des transactions commerciales. En effet, en moyenne, les importations en provenance de la zone SADC représentaient 27% contre 3% pour les exportations. L'union Européenne était de loin le premier partenaire commercial : elle fournissait près de 42% des importations et achetait plus de 72% des exportations essentiellement, les produits industriels (Produits miniers) (voir tableau V).

Tableau V. Evolution / part du commerce extérieur de la RDC
(% des importations totales de 2009 à 2013).

N°	Zone	Importations %	Exportations %
1	UE	42	72
2	SADC	27	3
3	Reste du monde	13	20,5
4	COMESA	15	4
5	CEMAC	3	0,5
TOTAL		100	100

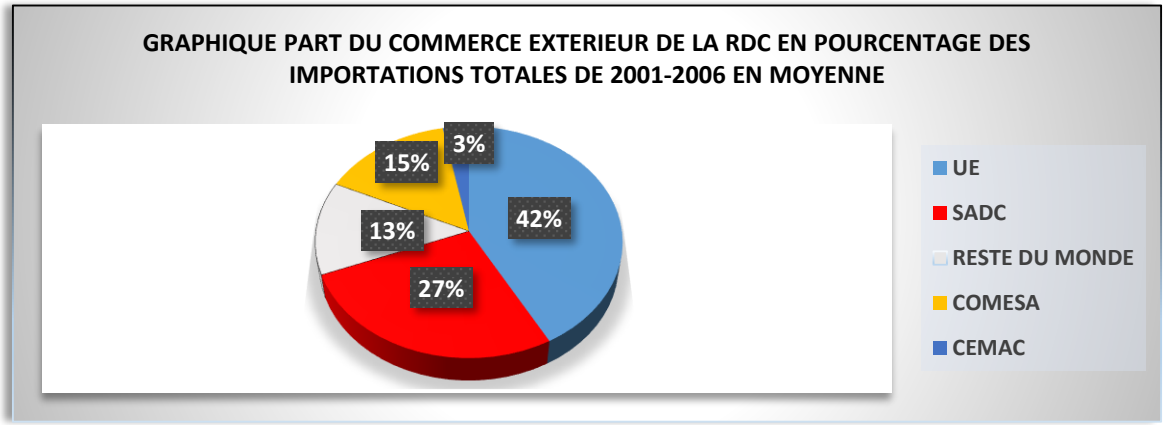
Source: Direction of trade statistics, international monetary found.

De 2009-2013, l'Union Européenne était le premier partenaire commercial de la RDC. Les exportations de celle-ci vers l'Union Européenne ont représenté 72% du total de ses exportations. Et les importations en provenance de l'UE ont représenté 42% du total de ses importations.

La SADC venait en deuxième position comme partenaire commercial de la RDC. Les importations du pays en provenance de la zone ont représenté 27% du total des importations et les exportations du pays vers la communauté ont représenté 3% des exportations.

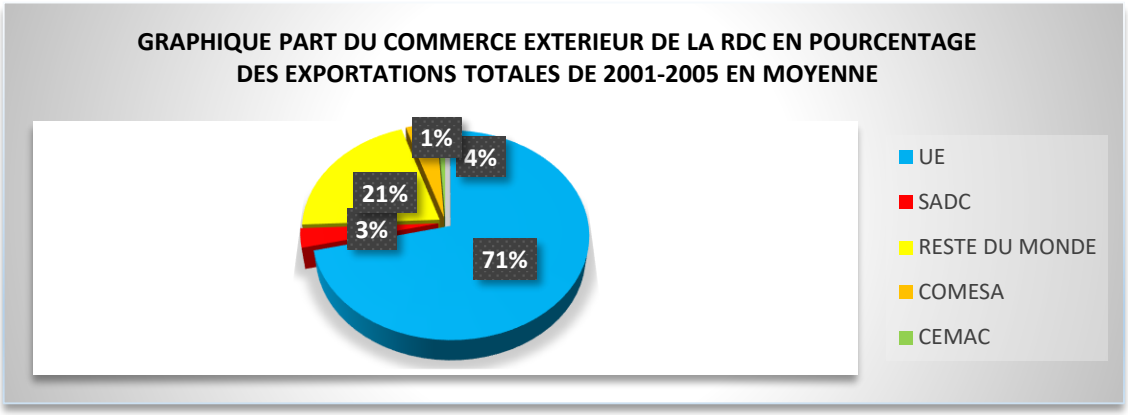
Les exportations du pays à destination du reste du monde (USD, Japon, Chine, etc.) ont représenté 20,5% au total, par contre les exportations du pays vers la SADC ont représenté 3%. Le COMESA était le quatrième partenaire commercial de la RDC. Les importations de celle- ci en provenance de la zone ont représenté 15% du total des importations, et les exportations à destination de la communauté ont représenté 4% du total des exportations. Enfin, la CEMAC était le dernier partenaire commercial du pays. Les importations en provenance de la communauté ont représenté 3% du total des importations. Et les exportations vers la CEMAC étaient de 0,5%.

Graphique n°1. Evolution / part du commerce extérieur de la RDC
(% des importations totales de 2009 à 2013).



Source : Auteur

Graphique n°2. Evolution / part du commerce extérieur de la RDC
(% des importations totales de 2009 à 2013).



Source : Auteur

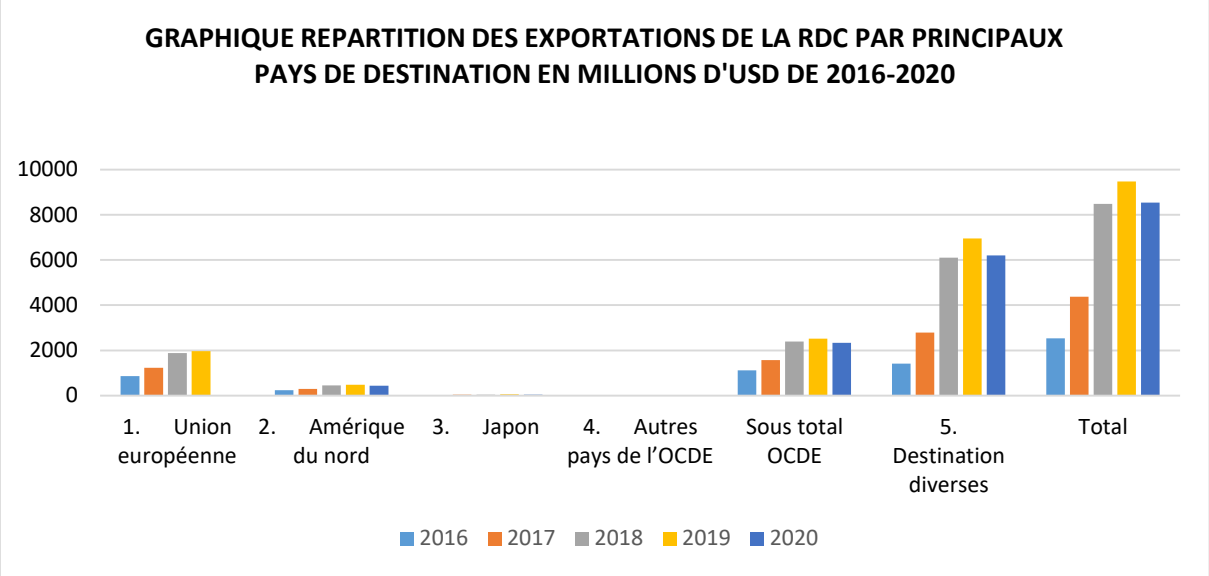
Pays de destination des exportations de la RDC ou principaux importateurs

Tableau VI. Répartition des exportations par principaux pays de destination
(en Millions d'USD) de 2016 à 2020.

Pays	2016	2017	2018	2019	2020
Union Européenne	867,8	1.230	1.884,6	1.971,3	1.833,17
Amérique du Nord	234,1	293,2	445,2	477,3	438,55
Japon	2,3	42,5	41,3	51,5	44,15
Autres pays OCDE	5,8	10,8	13,2	16	13,86
Sous total OCDE	1.110	1.576,6	2.384,3	2.516	2.329,74
Destination divers total	1.419	2.794,4	6.093,6	6.955,9	6.204,08
Total	2.529,4	4.371	8.477,9	9.471,9	8.533,8

Source : BCC, rapports annuels 2016-2020

Graphique n°3 : Répartition des exportations de la RDC par principaux pays de destination en millions d'USD de 20160-02020



Les échanges commerciaux de la RDC avec la SADC permettent d'offrir plus de diversité aux consommateurs et répondent à un plus grand nombre des demandes. Les échanges commerciaux de la RDC avec la SADC ne sont pas égaux. Cette dernière importe plus qu'elle n'exporte (voir tableau 1 et 2 sur les importations et les exportations de la RDC au sein de la SADC).

En effet, la quantité des produits venant des pays de la SADC est supérieure à celle à destination de la SADC. Autrement dit, le pays achète les produits de la région au lieu de les fabriquer sur place.

CONCLUSION

Cette étude a porté sur les échanges commerciaux de la RDC dans la SADC. En effet, les échanges commerciaux existent depuis des siècles, cependant ils connaissent un nouvel essor du fait de la mondialisation économique. Plusieurs théoriciens des échanges commerciaux affirment que ces derniers permettent l'expansion du secteur d'exportation et l'achat à l'étranger à moindre coût, ce dont on a besoin.

La RDC est un pays qui regorge beaucoup des ressources naturelles et des atouts pour les échanges régionaux, internationaux et mondiaux. Toutefois son économie demeure l'une des plus pauvres du monde. Elle est extravertie.

Il convient de rappeler que les échanges commerciaux de la RDC avec la SADC jouent un rôle important car, ils lui procurent des recettes en devises, permettent une gamme variée des biens auxquels la population et le pays peuvent accéder, et les investissements en provenance de l'Afrique du Sud.

La RDC a un potentiel commercial riche et inexploité. Ce potentiel existe dans de nombreuses catégories de produits (produits alimentaires, agricoles, industriels, etc.), ses échanges commerciaux avec la SADC sont faibles. L'adhésion de la RDC à la SADC semble être globalement positive sous réserve qu'un ensemble des mesures d'accompagnement soient mises en œuvre ; non seulement pour maximiser les effets positifs attendus, mais aussi pour renforcer la capacité du pays à participer aux échanges au sein de cette zone.

Ainsi pour que la RDC puisse tirer suffisamment profit des échanges commerciaux au sein de la SADC, nous suggérons qu'il y'ait :

- la diversification de la production des biens et services à exporter ;
- l'améliorer des capacités productives, dans le sens d'une innovation visant à accroitre la valeur ajoutée ;
- l'encourager de la recherche et développement au niveau des entreprises exportatrices ;
- le renforcement des compétences et des capacités au niveau des entreprises (apprentissage) ;
- le privilège des activités qui intéressent les marchés locaux et régionaux ;
- l'amélioration de la fourniture de tous les facteurs de production en vue d'accroitre la productivité du travail ;
- et enfin l'amélioration du circuit de commercialisation des produits exportés et le climat des affaires.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- AHMED SILEM et all, *Lexique de l'économie*, Paris, Dalloz, 10ème éd., 2008
- BENICHI R. et NOUSCHI M., *Histoire économique contemporaine, la croissance du XIXème au XXème siècle*, Paris, éd. Ellipses, 1987
- DEMELO J., GUILLAUMONT P., *Commerce Nord-Sud migration et délocalisation. « conséquences pour les salaires et l'emploi »*, Paris, éd. Economica, 1997.
- GREGORY N., MANKIW-M., TAYLOR P., *Principes de l'économie*, Bruxelles, 1ère Edition, de Boeck université, 2010.
- HECKLY C., *Les grands enjeux de l'économie mondiale*, Paris, éd. Eclipses, 2008.
- KRUGMAN P. et OBSTFELD M., *Economie internationale*, Paris, 8ème édition de Pearson éducation, 2009.
- LANNOYE P., *Comprendre l'OMC*, Bruxelles, éd. Couleur livres, 2007.
- MESSERLIN A.-P., *Le commerce international*, Paris, 1ère édition Presses universitaires de France, 1998.
- RAINELLI M., *L'organisation mondiale du commerce*, Paris, 7ème édition la découverte, 2004.
- RAINELLI M., *La nouvelle théorie du commerce international*, Paris, 3ème édition la découverte, 2003.
- RAINELLI M., *Le commerce international*, Paris, 9ème éd. La découverte, 2003.
- SAMUELSON P. et NORDHAUS W.-D., *Macroéconomie*, Paris, 14ème édition d'organisation, 1995.

Rapports officiels

- BAD, Rapport annuel 2004
- Banque Centrale du Congo, Rapport annuel 2018, 2019, 2020
- CNUCED, Renforcer l'intégration économique régionale pour le développement de l'Afrique. Rapport 2009, 128 pages.
- CNUCED, La coopération Sud-sud : l'Afrique et les nouvelles formes de partenariat pour le développement. Rapport 2018.
- CNUCED, Commerce intra-africain : libérer le dynamisme du secteur privé, rapport 2020.
- Commission UA, l'état de l'intégration en Afrique, rapport 2019
- YOUNESS el KADIRI et all., Rapport du module environnement mondialisation, promotion 2004

Articles et revues

- Annuaire statistique du commerce des Etats de l'Afrique centrale, éd. Clé, Yaoudé 2011.
- KABUYA K. et TSHUNZA M., « Communautés économiques régionales. Quelle stratégie d'intégration en RDC », in Cahier Economique et Social, 2009-2010.

Notes de cours

- BATAMBA A., Théorie Echange Internationale, L1 Gestion, Faseg, UNIKIN, 2019-2020.
- ITIMELONGO T., Théorie approfondie des relations économiques internationales, L2 Economie Internationale, Faseg, UNIKIN, 2019-2020.
- KABEYA TSHIKUKU, Histoires économiques, 3ème graduat Economie, Faseg, UNIKIN.
- MBAYO C., Organisation et Financement du Commerce Internationale, L1 Gestion de commerce extérieur, Faseg, UNIKIN, 2019-2020.
- NGOY KASONGO, Finance Internationale, L1 Economie internationale, Faseg, UNIKIN, 2019-2020
- TIKER TIKER, Introduction à l'intégration régionale, L2 Economie internationale, Faseg, UNIKIN, 2019-2020, P.94